

## Les mots sont fatigués ou la désillusion démocratique au Togo ?\*

*« Ne me parlez plus de politique, j'en  
[suis fatigué » (1)*

Henri...

**E**N 1991, on avait trouvé les Togolais enthousiastes (2), euphoriques même, quant au processus de démocratisation dont ils avaient posé la première pierre le 5 octobre 1990, par des manifestations populaires dans les rues de Lomé contre la dictature d'Eyadema. Cinq ans plus tard, en 1996, l'enthousiasme est dramatiquement tombé, et se font de plus en plus rares les mots et les gestes qui avaient énoncé la redécouverte démocratique dont les frontières n'ont cessé de reculer. En mai et juin 1996, on a constaté, incrustés dans le paysage physique et moral de la ville (3), les dégâts causés par la restauration autoritaire que des techniques d'inspiration démocratique, comme des élections frauduleuses, sont en train de parachever (4). Aussi, par rapport à 1991, les mots et les gestes sont-ils fatigués, et traduisent-ils un désenchantement ou un découragement général qui affectent la capacité inventive des Togolais quant à l'énonciation de la démocratisation qui, pour eux, est « zombifiée ». Avant d'entrer dans le vif du sujet et au-delà des questions d'ordre épistémologique que l'on tentera de résoudre au fur et à mesure, il faut savoir que par « mots de la démocratie », on entend toute énonciation non seulement écrite ou orale en français et en éwé, mais aussi gestuelle ayant rapport au processus démocratique et qui peut constituer des indices d'appropriation de l'idée de démocratie.

## Où repérer les sites énonciatifs ?

Les questions essentielles qui viennent à l'esprit sont de savoir sur quels sites repérer ces mots et ces gestes et comment les caractériser comme se rapportant à la démocratisation. Il faut dire que les sites de repérage sont si nombreux qu'on ne peut tout visiter et si on privilégie tel ou tel, c'est tout simplement une question d'opportunité quant au stock de matériaux disponibles. Aussi on parlera de trois sites : de la conception populaire (au sens de *le plus courant* ou *le plus répandu*) de l'idée de la démocratie, de la liberté en démocratie et de la manière dont les Togolais voient la nouvelle Assemblée nationale. Comme sources d'information, on a eu recours aux paroles des jeunes, souvent étudiants, à des émissions radiotélévisées, à la presse, notamment privée, et aussi à des discussions dans des familles ou avec des amis. Car, quand les Togolais se rencontrent, ils parlent de politique et particulièrement de l'avortement du processus démocratique, et leurs propos sont plus passionnants et représentatifs de l'opinion qu'ils sont instructifs de l'ensemencement de l'idée de la démocratie dans la population.

## Démocratie, démocratie : as-tu un visage, as-tu un sens ?

En 1991, au lendemain de la Conférence nationale qui s'était tenue du 8 juillet au 28 août, on pouvait voir des Togolais, parfois illettrés, accrocher ostensiblement à la poche de leur chemise toute une batterie de stylos à bille qu'ils présentaient comme des « armes » par lesquelles ils feraient triompher la démocratie. Ils imitaient en cela les intellectuels, et plus particulièrement les avocats du pays, que des mythes ici et ailleurs ont souvent présentés comme les initiateurs du processus démocratique (5). Mais quel sens conféraient-ils à cette « chose nouvelle » qui les a mobilisés pendant plusieurs mois et qui a rencontré probablement des échos favorables jusque dans les chaumières les plus reculées du pays ? Depuis

\* Cet article est le résultat partiel d'une mission d'enquête effectuée au Togo et au Ghana en mai et juin 1996 et financée par l'IFRA d'Ibadan dont je remercie le directeur M. Georges Héroult.

(1) Propos d'un enseignant recueillis dans « Parole à la rue », *Tribune des démocrates*, 122, 7-9 septembre 1993, p. 8.

(2) C.M. Toulabor, « La dérision politique en liberté à Lomé », *Politique africaine*, 43, octobre 1991, pp. 131-146.

(3) Cf. Ph. Gervais-Lambony, « Lomé : troubles politiques d'images de la ville »,

*L'Afrique politique*, 1994, Bordeaux, CEAN, 1994, pp. 119-128.

(4) Th. Sorinel, dans « Le président togolais a réussi à reconstituer peu à peu son pouvoir », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> septembre 1996, p. 4 rappelle ce qui était devenu évident depuis.

(5) Voir par exemple G. Faes, « Démocratie : le rôle des avocats », *Jeune Afrique Économie*, 146, août 1991, pp. 74-77, et pour ce qui concerne le Togo, A. Adzomada, « Le rôle de l'université dans le processus de démocratisation », *Tribune des démocrates*, 17, 12 juin 1991, p. 6.

la redécouverte démocratique, certains politologues africanistes ont été taraudés par la curiosité de savoir ce que les Africains mettaient dans cette « boîte noire » qu'est la démocratie, comme si on devait pouvoir y mettre quelque chose avant de se rallier à l'idée. On n'avait pas par le passé ces mêmes soucis méthodologiques quant à la dictature avant de proclamer sa conformité ou son adéquation aux « mentalités africaines ».

Notons tout d'abord que si des concepts aussi importants que, par exemple, celui d'élection a trouvé son équivalent en éwé et se dit *akodada* (littéralement : jouer le peuple ou le sort du peuple), ou celui de parti politique traduit par *dumyagblohabobo* (association qui parle des affaires de l'État ou de la cité), par contre, les Togolais ne se sont pas donnés la peine de traduire dans les langues locales le terme démocratie qu'ils avaient déjà expérimentée dans sa formule coloniale dans les années 40 et 50. Mais l'absence d'équivalences ne signifie pas qu'il n'y a pas de réappropriations. Il en est ainsi de « constitution », d'« État de droit », de « liberté d'expression », etc. que les présentateurs des émissions radiophoniques ou télévisées en langues locales font précéder de périphrases explicatives. C'est de cette façon que procède d'ailleurs Anumu Pedro Santos dans son *Ablodé-Gbadza 1960-1991. Lexique français-éwé pour la pénétration populaire de la démocratie au Togo* (Lomé, 1991, p. 4). Il y traduit démocratie par la périphrase : *dzidudu si me dukoa nuto kpo muse* le qui veut dire littéralement : régime dans lequel le peuple lui-même dispose des pouvoirs.

Mais pour la majorité des Togolais la démocratie enjambe fièrement les prolégomènes et exégèses sophistiqués souvent élaborés. Elle a un contenu bien concret : « *La démocratie, c'est d'abord le départ de Eyadema du pouvoir et tant qu'il sera toujours là, il n'y aura pas de démocratie dans ce pays.* » Ou bien « *Eyadema est un ogre. Il doit partir et si possible par les armes. Nous voulons la démocratie, pas qu'on nous tue* » (6).

En énonçant ces propos, les interviewés posaient ce qui était pour eux la condition *sine qua non* de la réalisation de la démocratie et ne disaient pas ce que « démocratie » signifiait vraiment. La condition et la sémantique du mot se sont largement confondues dans les esprits au point que l'on retrouvera cette confusion lors de la Conférence nationale, où certains délégués ne formulaient d'autres demandes que le départ ou la destitution du chef de l'État, sans indiquer les moyens d'y parvenir. Mais tentons d'aller au-delà de la coquille et de voir à l'intérieur de la boîte noire.

On constate alors qu'au centre de la notion de démocratie se trouvent les deux idées forces de la *liberté* et de l'*indépendance* qui

(6) Propos recueillis le 28 avril 1991 à Lomé, après le massacre de la lagune Bè qui a eu lieu le 10.

sont si indissociables en éwé qu'elles sont indifféremment désignées par le terme *ablodé*, ainsi que le montre le lexique de Pedro Santos (7). Il est particulièrement intéressant de rendre ces deux notions par le terme *ablodé* qui a une connotation nettement politique et est historiquement chargé. En effet *ablodé* était le terme sous lequel les mouvements nationalistes avaient dans les années 40, 50 et début 60 popularisé la lutte pour l'indépendance. Il était à la fois la bannière de ralliement et un signe de reconnaissance politique pour tous ceux qui partageaient l'idéologie nationaliste et anticolonialiste, largement teintée de francophobie de l'époque. En reprenant l'*ablodé* à leur compte, les Togolais ressuscitaient ainsi la mémoire de l'ancien président Sylvanus Olympio qu'avait totalement bannie, une fois parvenu à la magistrature suprême, son assassin présumé, le sergent Étienne Eyadema. Disparu depuis le 13 janvier 1963, Sylvanus Olympio est devenu l'incarnation de la démocratie (il n'était pas vraiment démocrate !) que les Togolais brandissent contre la dictature d'Eyadema qui, malgré son hostilité affichée, finit par rétablir récemment du bout des lèvres les symboles du Togo indépendant auxquels le nom de son prédécesseur était intimement lié : anniversaire de l'indépendance, hymne national, devise de la République, etc.

De même que dans les années 40 et 50, où la lutte pour la décolonisation départageait le camp des « pour » regroupant les nationalistes autour de Sylvanus Olympio et celui des « contre » autour de Nicolas Grunitzky, de même la démocratisation a tracé une ligne Maginot plus ou moins floue entre ses partisans et ses adversaires, et le triomphe d'un camp sur l'autre est avant tout une question de rapports de force qui ne sera guère avantageuse pour le camp des démocrates (8). Le processus de démocratisation renvoie à tout le moins à cette historiographie que dans les familles et entre amis on évoque abondamment. La main anonyme qui a signé rageusement sur les murs de Bè, un quartier populaire de la capitale que « *démocratie = décolonisation* » est sur la même longueur d'onde qu'Albert Bourgi et Pierre Weiss qui avaient écrit qu'on pouvait lire la démocratisation en Afrique comme une seconde décolonisation (9). Et on voit se profiler en filigrane le rôle de la France dans le processus démocratique que nous aborderons plus loin. Pour le moment, essayons de voir comment des Togolais ont compris, pratiqué et pratiquent encore l'idée de la liberté en démocratie.

(7) A.P. Santos, *op. cit.*, p. 4.

(8) Lire à cet égard C.M. Toulabor, « La bataille finale du général Eyadéma au Togo », *Le Monde diplomatique*, 468, mars 1993.

(9) Voir A. Bourgi et P. Weiss, « Pour une deuxième décolonisation de l'Afrique », *Le Monde diplomatique*, juin 1990.

## Liberté : le laxisme-togolisme et son autre face

Il faudra revenir un peu en arrière sur la définition des *mots de la démocratie* donnée en introduction. Il ne faut pas la comprendre seulement en termes de civisme, mais l'appréhender aussi dans ses dimensions d'incivisme, d'insoumission et d'indocilité, etc. qui rentrent dans la constitution de l'identité citoyenne, ces dimensions que les sujets peuvent mettre en réserve et ressortir en cas de violation par l'autorité de ce qu'ils estiment légitimement être leurs droits. Autrement dit, ce sont ces dimensions qui permettent aux individus et aux groupes d'adopter des attitudes de défiance et de protestation à l'égard de l'autorité.

Pour la plupart des Togolais, la liberté a au moins un contenu politique et une dimension individuelle où sont développés toute une rhétorique de revendications citoyennes et des schèmes de comportements individuels sur lesquels il faut s'interroger. Par exemple, il existe de fortes demandes pour que les élections soient justes et transparentes. Cette exigence qu'on pouvait entendre sur les barricades des revendications démocratiques en 1991 est toujours présente comme on a pu le constater lors d'une discussion en mai 1996 dans une famille à Bè : « Depuis l'arrivée de ce bandit de tyran au pouvoir en 1967, je n'ai jamais voté correctement. Toutes les élections auxquelles j'ai participé ont été truquées. Quand aurons-nous l'indépendance pour bien voter dans ce pays et choisir librement ceux qui nous gouvernent ? On en a marre maintenant » (10).

Corrélativement à cette revendication, les Togolais veulent être gouvernés par des hommes compétents et méritants dont les critères de définition sont en opposition à la médiocratie supposée incarnée par Eyadema et par ses collaborateurs : « Je ne comprends pas pourquoi cet individu médiocre est maintenu à la tête de notre pays depuis trente ans maintenant. On veut des dirigeants bien qualifiés, intelligents, qui connaissent vraiment papier. Eyadema ne peut même pas improviser une phrase en français sans faire des fautes. C'est honteux pour nous ! Ça m'énerve, alors que des gens de qualité et de compétence ne manquent pas dans notre pays » (11).

Ces revendications se doublent de comportements individuels voire collectifs dont nous allons rapporter ici quelques exemples.

— Des conducteurs de voiture et notamment de taxi ne respectent plus le code de la route au nom de la liberté démocratique. Ce phénomène, où le Togo comme d'autres pays s'est bâti une triste réputation, a pris de l'ampleur avec la redécouverte de la démocratie qui est revendiquée pour valider une délinquance routière très ancienne (12). Si ces propos ont presque disparu

(10) Propos recueillis le 25 mai 1991.

(11) *Ibid.*

(12) A. Avokpo, « Accidents de circulation : arrêter le massacre », *Le Combat du peuple*, 82, 16-20 septembre 1996, p. 6.

aujourd'hui, il n'était pas rare à l'époque euphorique de la démocratie (5 octobre 1990-3 décembre 1991, date de la prise en otage par les militaires du Premier ministre de la transition Joseph Koffigoh) de voir un chauffard lancer à la victime d'une queue de poisson : « *Ben toi-là, as-tu déjà oublié la démocratisation ?* » (13).

— Avant la démocratisation, les forces de l'ordre (militaires, gendarmes et agents de police) verbalisaient et rackettaient pour des fautes réelles ou imaginaires. Depuis le 5 octobre 1990, l'agent de police peut verbaliser un passage à contresens alors qu'aucune signalisation ne l'indique en arguant que le panneau a été arraché par la démocratie. Les raisons invoquées sont nouvelles pour justifier un délit non constitué. D'une façon générale, le racket et la verbalisation se sont multipliés sur toute l'étendue du territoire pour des problèmes sécuritaires qui seraient apparus avec l'avènement de la démocratisation.

— Quant à la plèbe des quartiers populaires qui ne dispose d'aucun positionnement étatique patrimonialisable, c'est la traditionnelle débrouille. Mais avec cette justification nouvelle de la démocratisation ! C'est ainsi que l'on trafique de l'essence venue du Nigeria, dans les rues de Lomé et ailleurs à travers le pays au nom de la démocratie (14).

— Il faut considérer aussi la pratique de la liberté démocratique chez les lycéens et collégiens qui étaient les premiers à s'investir dans la demande de la démocratie. On peut l'illustrer par ces propos de K.D. Romuald qui se passent de commentaire : « *Désormais, c'est le laisser-aller total, la liberté de la "démocratie". Le lycéen ou le collégien choisit à présent les cours auxquels il veut assister. Plus de contrainte des règlements scolaires. On vient au cours à sept heures et impunément on repart chez soi à huit heures, neuf heures, bref, quand on veut. Air de défi, air hautain, voilà l'image qu'affichent certains élèves qui sortent des établissements au su et au vu de tout le monde, les cartables tenus avec ostentation dans les mains* » (15).

— Enfin la contre-violence comme réponse légitime à la violence structurelle de l'État semble devenir maintenant un mode populaire d'action politique, et l'on rentre dans un processus qui engendre la spirale de la violence, puisqu'à la contre-violence sociale répond la violence répressive du pouvoir. C'est ainsi que le processus de démocratisation est devenu une longue chaîne de violence et de massacres entre les « *démocratophiles* » et les « *démocratophobes* », ce qui fait dire à des Togolais que « *notre démocratie,*

(13) Nous essayons de rendre en français des propos tenus dans un éwé argotique propre à la corporation des conducteurs de taxi à Lomé.

(14) Lire G. Fo La, « Le trafic d'essence

continue », *Forum Hebdo*, 24 janvier 1992, p. 15.

(15) K.D. Romuald, « La démocratie dans l'univers scolaire », *Forum Hebdo*, 57, 27 septembre 1991, p. 16.

*c'est une guerre. On sera tué, mais on ne sait pas si la démocratie gagnera » (16).*

Ce qu'il faut remarquer c'est qu'on se réclame de la démocratie pour justifier des comportements *a priori* délinquants, et tout se passe en réalité comme si l'on veut apporter de l'eau au moulin des dirigeants togolais et africains pour qui la démocratie est synonyme d'anarchie et de désordre. Mais ne faut-il pas aussi considérer les validations de ces schèmes de comportements répréhensibles comme relevant d'une espèce d'humour et de dérision par lesquels les individus cherchent à capter l'idée démocratique et à la faire pénétrer dans la société ? Si pour Spinoza la démocratie implique l'observance des normes édictées par l'État, force est d'admettre, avec Yadh Ben Achour, qu'elle est aussi le règne « *de l'humour, de la satire et de la dérision simple et joyeuse, qui éclate au grand jour dans la rue, sur la scène de théâtre, dans le journal satirique. La démocratie est le régime où l'on peut librement rire sans se soucier de qui regarde ou écoute* » (17).

### **L'Assemblée nationale : le rendez-vous du dire creux**

Dans une démocratie représentative, l'Assemblée nationale est l'organe légiférant, l'une des institutions les plus représentatives des citoyens. Dans les émissions radiotélévisées et les écrits en éwé, elle est désignée par *sewopé*, littéralement le lieu où l'on fait la loi, et le député *sewola*, celui qui fait la loi (18). Ces appellations sont tirées d'un éwé classique ou académique alors que, dans la vie de tous les jours, ce sont plutôt les termes français qui sont utilisés, même par ceux qui n'ont qu'une connaissance très imparfaite de la langue de Voltaire. Cette situation n'indique pas en soi qu'il y ait ou non réappropriation de l'institution car, dans les années 50, sous la démocratie coloniale et dans les années postindépendantielles, ces désignations coexistaient déjà. En effet, dans les chansons populaires de mobilisation politique les désignations françaises étaient d'usage tandis qu'à la radio et dans *Togo Presse* on employait l'éwé académique.

En fait, l'Assemblée nationale apparaît comme fort éloignée de leurs préoccupations, et ses délibérations comme ayant peu d'impact sur leur vie quotidienne. Élus lors des élections frauduleuses et dans des circonstances contestables comme le chef de l'État lui-même, les députés sont malmenés dans les opinions et dans certains journaux privés qui les affublent des termes « dépipés » ou de « députains »,

(16) Propos d'un jeune étudiant recueillis le 19 juin 1996 à Lomé.

(17) Y. Ben Achour, *Politique, religion et*

*droit dans le monde arabe*, Tunis, Cérès productions, 1992, p. 263.

(18) Cf. A.P. Santos, *op. cit.*, p. 4.

notamment dans le satirique *Kpakpa désenchanté* dont le nom exprime assez bien l'atmosphère politique générale (19), pendant que certains étudiants ne voient dans le sigle AN de l'Assemblée nationale que des « ânes » tout aussi « députés » que le processus démocratique lui-même (20). Mais quand ces « ânes » se donnent un peu la peine de prendre en charge des situations d'injustice concrètes, ils sont gratifiés de « honorables députés » et gagnent un peu de crédibilité comme dans *Crocodile* (21). Par exemple en mai 1996 lorsque les députés, toutes tendances politiques confondues, ont violemment pris à partie le gouvernement concernant le prix très élevé de l'électricité (22).

Les députés sont présentés dans la presse et perçus par l'opinion comme de « gros fainéants » touchant de grosses indemnités de l'ordre de 800 000 francs CFA pour le député de base (23). En réalité, selon nos propres enquêtes, celles-ci se situent entre 200 000 et 300 000 francs CFA, ce qui n'est pas rien comparé aux 90 000 francs CFA qu'atteignaient rarement la plupart d'entre eux dans leur ancien état. Ils seraient de gros fainéants puisque, par exemple : « *Je n'ai jamais vu mon député. Avant son élection, il vivait au village avec nous. Il était moniteur. Maintenant qu'il est député, il est tout le temps à Lomé chez Eyadema. Il n'a pas besoin de nous pour être élu. Aux prochaines élections, il passera haut les mains. Parce que les députés du RPT [ex-parti unique d'Eyadema] gagnent toujours les élections. C'est comme ça, sinon les militaires viendront détruire nos cases et nos greniers* » (24).

Les députés — tous partis confondus — n'ont pas besoin d'implantation dans leur circonscription, car ils sont désignés sur les listes électorales en tant qu'« enfants du terroir », ce qui exclut le « parachutage ». Leur élection équivaut en réalité à des nominations administratives où des partis en concurrence politique essayent de placer leur clientèle.

Par ailleurs, il faut savoir que « *certaines de nos honorables parlementaires sont alimentaires et prêts à se vendre au plus offrant* » (25). C'est ainsi qu'en mai 1996 Eyadema réussit à débaucher deux députés du camp adverse contre espèces sonnantes et trébuchantes. Le nomadisme politique semble être maintenant un sport lucratif que pratiquent sans état d'âme particulier certains Togolais. Comme cet

(19) *Kpakpa désenchanté*, 223, 28 mai 1996 (*Kpakpa* signifiant canard en éwé).

(20) Ce qui nous a été donné de voir et d'entendre à l'Assemblée nationale le 25 juin 1996 ne contredit pas fondamentalement ces jugements sévères.

(21) *Crocodile*, 149, 13-19 juin 1996.

(22) « La presse et l'Assemblée secouent Galley : la CEET diminue le prix du courant », *ibid.*

(23) « Indemnités parlementaires au Togo. Un député coûte près de 800 000 F CFA à l'État », *Crocodile*, 146, 23-29 mai 1996, p. 3.

(24) Propos recueillis le 30 juin 1996 à Lomé auprès d'une originaire de Bombouaka, situé dans le nord du Togo qui a voté « majoritairement » pour les candidats RPT.

(25) Propos recueillis auprès d'une jeune étudiante à Lomé le 21 mai 1996.

ancien fonctionnaire à la retraite, Jacques Apati-Bassah, qui a déjà émigré de trois partis politiques en l'espace de cinq ans et le confesse volontiers dans une interview (26).

Le 25 mai 1996 un jeune étudiant venu assister à une séance à l'Assemblée confiait à la fin ses impressions : « *Ces gens sont nuls. Les débats sont d'une nullité incroyable. Le groupe RPT conduit par un repris de justice Natchaba est encore plus nul. Le Togo est foutu avec tout ça. On doit déloger ces gens d'ici. Ils se moquent du peuple. Ils ne pensent qu'à leur ventre. En français, certains sont plus en dessous du niveau d'Eyadema. Pourquoi d'ailleurs le français qui n'est pas notre langue ? La dictature s'est exprimée en français. Il est la langue des dictatures. La démocratie doit s'exprimer dans nos langues* ». Comme les mots de la démocratie sont d'un réalisme tout cru et cruel !

\*

\* \*

Les mots sont fatigués mais ils parlent toujours malgré la restauration autoritaire. Ils sont moins fatigués de la démocratie que de la persistance de la dictature soutenue de l'extérieur. Ils expriment une forte demande politique mais marquent aussi une défiance à l'endroit d'un régime qu'ils n'ont pas réussi à abattre. Mais, à Lomé bruisse au sein d'une jeunesse ulcérée l'idée d'une seconde explosion sociale dont les échos parviennent dans la presse (27). Parce qu'ils sont fatigués, les mots sont prêts à se convertir dans l'action et si possible dans l'action violente. Ne sommes-nous pas dans un monde médiatique où l'on est plus sensible à la voix de la violence qu'à la voix des mots, surtout quand ils sont fatigués ? S'investir dans l'action violente pour que l'avenir de la démocratie ne soit pas prématurément inscrit dans le passé de la dictature restaurée.

**Comi M. Toulabor**  
CEAN-IEP Bordeaux

(26) Interview de Jacques Apati-Bassah, « Travailler, manger avec tout le monde », *Crocodile*, 148, 6-12 juin 1996, p. 5.

(27) A. Touré, « Bientôt un 5 octobre bis », *L'Union*, 12, 27 juin 1996, pp. 6 et 8.

Nous avons rencontré le Premier ministre, Edem Kodjo, le 27 juin 1996 à la Primature qui s'attend aussi à une explosion sociale, mais stigmatise le déficit de conscience politique au Togo.